

# Linkages, modes d'emploi

PAR GHASSAN  
SALAME \*

Les missiles irakiens sur Israël rappellent l'évidence: entre le drame mésopotamien et la vieille tragédie levantine, il y a un lien réel, profond, incontournable. En juillet 1981, l'aviation israélienne était allée détruire le réacteur nucléaire de l'Irak alors que ce dernier pays était engagé avec l'Iran. Aujourd'hui, les missiles irakiens tombent sur Tel-Aviv. Tarik Aziz nous avait prévenus. Yasser Arafat nous avait dit, lui aussi, que l'Intifada et les missiles irakiens feraient, «ensemble», triompher le droit. Israël, à défaut d'entrer dès les premières heures dans la bataille, n'a cessé de nous avertir qu'une solution du problème koweïtien sans destruction préalable de toute arme irakienne jugée dangereuse pour l'Etat hébreu ne serait pas une solution véritable. Il fallait des trésors d'ingénuité (ou de mauvaise foi) pour nier l'évidence: l'Irak a bien fait le pont entre le Golfe et la Méditerranée, entre tous les occupants et tous les occupants de la zone.

Tel est le mode irakien du *linkage*: la soudure à chaud, missiles à l'appui. Il y en a d'autres. Il y a le mode soviétique. Il consiste à considérer le Koweït comme une panne du système international, pour remettre la main sur ses Républiques baltes. C'est le lien par contemporanéité, déjà pratiqué dans un sens comme dans un autre. A

l'endroit d'abord, au moment de Budapest, «libérée» en pleine crise de Suez, et à l'envers ensuite au moment de Varsovie, lorsque l'URSS avait rétabli son ordre sur la Pologne, Israël, le même soir, réunissant sa Knesseth pour annexer le Golan. Quant au *linkage* koweïto-palestinien proprement dit, le mode soviétique — façon Gorbatchev — pour y procéder consiste à soutenir l'Amérique le matin et la proposition française l'après-midi pour mieux couvrir encore les chars envoyés à Vilnius, par des zigzags en d'autres lieux.

En *linkage*, il y a aussi le mode français et il est raisonnable. Il consiste à dire

que puisque les problèmes sont liés, pourquoi ne pas lier aussi les solutions. Du coup, cette proposition de dernière minute (retrait contre conférence internationale) que les Etats-Unis ont vite enterrée sous le flot des réserves et des protestations. Car, officiellement, les Etats-Unis ne veulent pas entendre parler de *linkage* entre les deux affaires, palestinienne et koweïtienne. En réalité, ce refus public du *linkage* est une manière de le pratiquer. Car il n'est guère nécessaire de lire les 15000 pages de *Mémoires* kissingériens pour constater que le concept trouve outre-Atlantique sa terre d'élection. Il se pourrait en fait que les Américains fassent le même calcul

que la France, mais qu'ils ne veuillent de *linkage* effectif qu'après destruction de Saddam, avec un rapport de forces de nouveau clairement favorable à Israël.

Refusant le *linkage*, Israël bien entendu le pratique aussi pour son propre compte. L'idée consiste à comptabiliser l'Irak comme menace pour Israël mais jamais comme soutien des Palestiniens. Le mode israélien consiste donc à avoir la maîtrise exclusive du *linkage*: l'Etat hébreu se donne le droit d'exiger la destruction du potentiel irakien, mais n'accorde pas aux Palestiniens le droit d'exhiber le portrait de Saddam. Israël a besoin de ses ennemis, les Palestiniens doivent être orphelins pour mériter qu'on leur parle. C'est le mode unilatéral, comme le saumon, grillé d'un côté mais pas de l'autre, et au goût acide.

Le *linkage* est donc bien là, et dans tous les esprits. Le problème ne réside pas tant dans sa prise en compte mais dans le moment où celle-ci est opérée. Paris y est allé assez tôt pour tenter d'éviter la guerre. Saddam y est allé trop loin, parce qu'il cherchait un prétexte *post factum* à son forfait. Les Américains ne le feront qu'après Koweït, pour en avoir la maîtrise totale. L'URSS ne le fait plus que pour sauver son propre empire. Israël veut le faire à son avantage exclusif. Le *linkage*, c'est comme la prose de monsieur Jourdain. Tout le monde en fait; certains le disent, d'autres non, mais personne n'est dupe.

\* Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP